

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 18 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORTEC ENVIRONNEMENT

Zone Industrielle
41 rue Maurice Geslin
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Références : EC-2024-191-INSP-ORTEC-Saint Barthélemy d'Anjou-RAP
Code AIOT : 0006306405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement ORTEC ENVIRONNEMENT implanté Zone Industrielle 41 rue Maurice Geslin 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée du 22 mai 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de la Dreal Pays de la Loire sur la thématique "gestion de crise" et en particulier le risque incendie. L'inspection des installations classées a souhaité contrôler la maîtrise de l'état des stocks de déchets dangereux, les moyens et procédures mis en place pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie et les moyens de détection et de lutte contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC ENVIRONNEMENT
- Zone Industrielle 41 rue Maurice Geslin 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

- Code AIOT : 0006306405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ORTEC ENVIRONNEMENT est autorisé à exploiter un centre de tri/regroupement de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 : risque incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | État des stocks | Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.3.4 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Bilan annuel d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.4.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- justifier la capacité des 3 cuves de stockage de déchets dangereux ;
- mettre en place l'affichage d'un plan de localisation des stockages de déchets ;
- transmettre les bilans annuels d'exploitation depuis 2020.
- contrôler l'emplacement et le débit du poteau d'incendie n°57.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de déchets détenus dans l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages. Les volumes maximaux pouvant être stockés sont les suivants : Déchets Dangereux Diffus en quantité dispersée (encres, solvants, peintures, résines...) : 6t Eaux hydrocarbonées eaux lessiviées, huiles solubles : 24 t total 30 t [...] |

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant connaît l'état de ses stocks de déchets dangereux grâce à son logiciel interne Ortec GEODE, lié à Trackdéchets.

La quantité de déchets dangereux liquides présente sur site le jour de l'inspection est de 21,03 tonnes d'eau hydrocarburée.

Pour ce qui concerne le stock de déchets non-dangereux, l'estimation se fait sur la base des volumes de stockages présents sur site, soit :

- 30 m³ de DIB ;
- 10-12 m³ de ferraille ;
- 5 m³ de gravats ;
- 5 m³ de carton ;
- un petit conteneur de papiers.

Ces quantités sont toutes en dessous des seuils de déclaration des rubriques 2711, 2713, 2714.

L'inspection des installations classées note également que :

- il manque un plan de localisation des déchets ;
- la capacité de stockage des trois cuves contenant les déchets liquides dangereux ne peut être vérifiée.

L'inspection des installations classées conclut que l'exploitant ne dépasse pas le tonnage de déchets autorisé sur site par type de déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- mettre en place l'affichage d'un plan de localisation des stockages par type de déchet ;
- justifier de la capacité des cuves de stockage des déchets liquides dangereux (facture, jaugeage, etc...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bilan annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel d'exploitation

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'exploitation récapitulatif, par catégories, les tonnages :

- des déchets pris en charge dans les installations au cours de l'année précédente,
- des déchets refusés avec l'indication des motifs de refus,
- les modes de traitement, valorisation et élimination et les tonnages correspondants.

Les documents justifiant de l'acceptation, l'enlèvement et de l'élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document présente également une synthèse des résultats des contrôles réalisés.

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas transmis le bilan annuel d'exploitation depuis 2014.</p> <p>L'exploitant affirme que celui-ci est produit par le siège de l'entreprise, située à Aix en Provence.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les contrôles suivants ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformité électrique par l'APAVE le 13 octobre 2023 ; - extincteurs en octobre et novembre 2023. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le bilan d'exploitation récapitulatif, par catégorie, les tonnages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets pris en charge dans les installations au cours de l'année précédente, - des déchets refusés avec l'indication des motifs de refus, - les modes de traitement, valorisation et élimination et les tonnages correspondants. <p>Les documents justifiant de l'acceptation, l'enlèvement et de l'élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce document présente également une synthèse des résultats des contrôles réalisés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 7.5.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> > des extincteurs; > 1 poteau d'incendie, implanté à moins de 100 m du site, protégé contre le gel, muni de raccords normalisés capable d'assurer un débit de 80 m³/h. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose d'extincteurs disposés sur l'ensemble de l'installation.</p> <p>Les extincteurs contrôlés par l'inspection des installations classées sont à jour de leur vérification périodique annuelle.</p> <p>L'exploitant dispose de 47 extincteurs au total (sur l'installation et dans les camions).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas trouvé le poteau d'incendie n°57, implanté à moins de 100 m du site, d'un débit de 82 m³/h, tel que décrit dans le <u>courrier du SDIS du 14 juin 2012</u>.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a trouvé, lors de son inspection, que le poteau d'incendie situé à environ 240 m de l'entrée du site à l'angle de la rue Maurice Geslin et du square Maurice Geslin.</p> |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - indiquer la position du poteau d'incendie n°57 et vérifier sa distance au site ; - vérifier le débit du poteau d'incendie n°57. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |